



Débats

la question qui fâche

L'Europe est-elle enfin prête à agir face à la concurrence chinoise ?

Le commissaire européen responsable du commerce, Maros Sefcovic, est en Chine jeudi 8 et vendredi 9 octobre pour tenter de rééquilibrer la relation de l'empire du Milieu avec le Vieux Continent. France et Allemagne poussent pour davantage de fermeté.

« **L**a relation de l'Europe avec la Chine ne peut pas rester telle qu'elle est aujourd'hui. » À l'origine d'un rapport adopté le 7 octobre par le Parlement européen, l'eurodéputée belge Hilde Vautmans (Renew Europe) attend beaucoup du déplacement à Pékin du commissaire européen au commerce et à la sécurité écono-

mique Maros Sefcovic, jeudi 8 et vendredi 9 octobre. Objectif de la rencontre avec son homologue chinois Wang Wentao : trouver des solutions pour résorber le déficit commercial monstre de l'Union européenne (UE) vis-à-vis de la Chine qui tourne, depuis l'an dernier, autour d'un milliard d'euros par jour.

L'enjeu pour les Européens n'est pas seulement d'obtenir

un meilleur accès au marché chinois pour les entreprises européennes. Aujourd'hui, ils veulent des mesures concrètes pour limiter l'afflux d'importations en provenance de Chine dans les secteurs les plus sensibles, de l'automobile aux produits chimiques, en passant par les plastiques, les batteries ou les machines-outils. L'idée de mettre en place un mécanisme conjoint de suivi des

flux commerciaux pour essayer de rééquilibrer les échanges est notamment dans les tuyaux.

Mais Maros Sefcovic lui-même semble douter de sa capacité d'arriver à ses fins face à ce pays qui, depuis 2019, est considéré par Bruxelles comme un « rival systémique ». Depuis la mise en place du « Conseil UE-Chine sur le commerce et l'investissement » en juin, le commissaire slovaque n'a de cesse d'appeler de ses vœux des mesures « concrètes » et de répéter qu'il faut passer de la théorie aux résultats.

Alors que depuis plusieurs mois, les réunions s'enchaînent et se ressemblent – avec Bruxelles qui hausse le ton et Pékin qui reste de marbre – les attentes à l'égard de cet « EU-China Trade and Investment Council » restent assez faibles. Mi-septembre, le porte-parole responsable du commerce à la Commission, Olof Gill, ne savait même plus comment s'appelait ce nouveau cénacle : « Council », « Conference » ? Bref, il faut laisser sa chance au « TIC », a-t-il botté en touche.

Est-ce une manière de prendre les devants ? Lundi 5 octobre, France et Allemagne ont dévoilé un papier de position commun, doublé d'une lettre d'Emmanuel Macron et Friedrich Merz à la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, visant à doter l'UE d'un nouvel outil pour la protéger en cas de guerre commerciale. Une telle arme juridique pourrait permettre d'exclure immédiatement du marché intérieur les biens et les services d'un pays tiers, « si nécessaire ».

Le changement est notable : jusqu'à présent Berlin était particulièrement frileux à l'idée de s'attaquer frontalement à la Chine. « L'Allemagne a beaucoup d'entreprises très exposées à d'éventuelles mesures de rétorsion chinoises, le cœur de l'industrie outre-Rhin est très dépendant de la Chine »,

rappelle Elvire Fabry, directrice commerce et sécurité économique à l'Institut Jacques-Delors.

Certes, l'idée de se protéger de la concurrence déloyale chinoise n'est pas nouvelle. En 2023, l'UE s'est déjà dotée d'un « instrument anti-coercition » ciblant les pays qui utiliseraient des pressions commerciales contre les États membres de l'UE. Mais, cet outil, surnommé le « bazooka », n'a jamais été utilisé. Pour y recourir, il faut un accord des États membres à la majorité qualifiée. Avec le nouvel instrument proposé, Paris et Berlin imaginent un recours à la « comitologie » : une procédure qui permet à la Commission d'activer elle-même l'outil, sauf si une majorité qualifiée d'États s'y oppose. « Nous avons besoin d'une activation rapide des mesures de protection lorsque (...) nous n'avons pas envie ou que nous ne pouvons pas attendre des mois, voire des années, pour agir », explique l'Élysée.

« On observe un véritable revirement de la position de l'Allemagne vis-à-vis de la Chine, qui est dû notamment au retournement du marché automobile : il se vend aujourd'hui plus de voitures chinoises en Europe que de voitures allemandes en Chine », témoigne l'eurodéputé socialiste François Kalfon. Les restrictions chinoises sur les exportations de matières premières critiques ont aussi largement participé à la prise de conscience des Européens. Ainsi, beaucoup veulent maintenant frapper plus fort qu'avec les droits de douane imposés sur les voitures électriques en provenance de Chine depuis fin 2024.

Si à l'Élysée on affirme que « plus personne autour de la table du Conseil européen ne conteste le fait que la pression à laquelle sont soumis l'industrie, les technologies et le marché unique est devenue insoutenable », il n'est pas certain

que tous les pays européens convergent sur les modalités de la riposte. « L'Espagne par exemple a accepté énormément d'investissements chinois dans le secteur automobile, ce qui risque de les rendre très frileux à l'adoption d'une nouvelle mesure anticoncurrentielle », souligne Elvire Fabry.

Maintenant que les Vingt-Sept ont tous ouvert les yeux sur ce qu'ils appellent le « problème chinois », les dirigeants de l'UE pourraient avancer des pions lors de la prochaine réunion du Conseil européen les 15 et 16 octobre prochains. Mais Pékin ne compte pas se laisser faire : « Si l'UE s'acharne à instaurer des restrictions discriminatoires à l'encontre des entreprises ou des produits chinois, la Chine réagira avec fermeté pour protéger les droits et intérêts légitimes de ses industries », a d'ores et déjà prévenu un porte-parole du gouvernement chinois.

Céline Schoen Crochet, correspondante à Bruxelles (Belgique)

« On observe un véritable revirement de la position de l'Allemagne vis-à-vis de la Chine, qui est dû notamment au retournement du marché automobile. »

*L'enjeu pour
les Européens
n'est pas seulement
d'obtenir
un meilleur accès
au marché chinois.
Ils veulent
des mesures
concrètes pour
limiter l'afflux
d'importations
en provenance
de Chine dans
les secteurs
les plus sensibles.*

